

archevêque de Cantorbery, avec l'objectif de redonner à son Eglise une partie de l'audience perdue dans les milieux sociaux les plus pénétrés par la modernité profane. Nettement en avant du prudent F. Temple, certains pasteurs anglicans, en rupture avec leur hiérarchie, font preuve d'une grande audace doctrinale, allant jusqu'à remettre en cause les peines éternelles¹⁸. La figure la plus emblématique de ce mouvement qu'on est en droit d'appeler anti-augustinien est celle du pasteur anglican et socialiste Stewart Headlam qui appelle son Eglise à renoncer à ce qu'il nomme l'« *otherwordliness* », pour adopter pleinement les valeurs du monde profane¹⁹. Cette conception conduit Headlam à se prononcer en faveur de la pleine séparation des sphères publique et privée, y compris dans le domaine scolaire : on verra plus loin (chapitre 14) la part qu'il prend aux luttes pour des écoles sans instruction religieuse d'aucune sorte dans la Grande-Bretagne de son temps.

2. LA SÉCULARISATION : UN PROGRÈS SANS LIMITE ?

2.1. Reculs de la foi chrétienne. La religion comme « affaire privée »

« On ne pouvait trouver de preuve plus éclatante du triomphe de la science et de la raison [entre 1875 et 1914] que le recul spectaculaire de la religion, surtout dans les pays européens les plus avancés », écrit E. Hobsbawm²⁰. Le terme « spectaculaire », employé par cet historien britannique, n'est pas injustifié pour l'Angleterre²¹. Cependant, c'est sur le continent que la déchristianisation est la plus remarquable. Tout en tenant compte des différenciations habituelles entre sexes, entre régions, ou encore entre ville et campagne, une synthèse récente de Gérard Cholvy situe le pic de la « reconquête » catholique de la France rurale vers 1860 – c'est-à-dire à la fin de la période cléricale du Second Empire ; au début du XXe siècle, certaines régions françaises sont déjà très massivement déchristianisées²². Il souligne « l'ampleur du détachement ouvrier » [par rapport à l'Eglise] : « [à Paris], vers 1910, la messe du dimanche ne rassemble que 4 à 6 % des adultes des 11ème et 20ème arrondissements »²³ (parmi les plus populaires de la capitale). Sans doute, la non-fréquentation du culte dominical ou même de l'office de Pâques n'est pas une preuve de rupture complète avec l'Eglise : la grande majorité des enfants restent baptisés (75 % à Paris au début du siècle) et la majorité des morts restent enterrés religieusement. Sans doute aussi, comme le fait remarquer Gérard Cholvy, Paris n'est pas toute la France ; mais d'autres grandes villes connaissent une chute également « spectaculaire » des taux de pratique : ainsi à Marseille, où la moitié de la population adulte se rendait à la messe dominicale en 1840, le taux de pratique tombe à 16 % en 1901²⁴.

¹⁸ Dès 1864, signale Bertrand Russell, deux pasteurs avaient soutenu la thèse de l'inexistence de l'Enfer, sans que la hiérarchie osât les exclure de l'Eglise (*Science et religion*, p. 59).

¹⁹ « On a l'habitude de penser comme si le primat de l'autre monde était le trait spécifique d'un vrai chrétien [as if otherwordliness was the note of a true Christian], comme si son objet principal était de gagner le paradis après la mort » (Stewart HEADLAM, « Christian socialism », *Fabian tract* 42, 1888. Pour l'auteur, c'est là faire un contre-sens sur le message du Christ : « Jésus ne nous a parlé que de ce monde. »

²⁰ E. HOBBSAWM, *L'Age des Empires*, p. 339.

²¹ « Dans les grandes villes, la déchristianisation [à la fin du XIXe siècle] a connu de nouveaux sommets : à Londres, de 1886 à 1902, le nombre de pratiquants a baissé de 150 000 alors que la population augmentait d'un demi-million d'habitants » (R. MARX, *op. cit.*, p. 164).

²² G. CHOLVY, *Christianisme et société...*, p. 96. Les taux de pascalisants dans les diocèses ruraux du Bassin parisien (en légère hausse il est vrai sur ceux des années 1880) est de 4,5 % à Meaux et Versailles, 3,8 % à Chalons (*ibid.*, p. 98).

²³ *Ibid.* p. 114.

²⁴ E. HOBBSAWM, *op. cit.*, p. 341, d'après une étude comparative sur la fréquentation religieuse à Glasgow et Marseille de R. M. GOODRIDGE, *Sociological Yearbook of religion in Britain*, I, 1969.

Sans doute d'autres indicateurs montrent la remarquable stabilité de la pratique religieuse dans les régions de forte implantation catholique²⁵, ou la persistance d'un fort courant d'ordinations – encore que celui-ci chute, lui aussi spectaculairement, au lendemain de la suppression du budget du culte²⁶. La France de 1902 compte encore 55 000 prêtres, presque autant qu'en 1878 (56 000), un peu plus qu'en 1848 (47 000), nettement plus qu'au début du siècle (36 000 en 1815). Mais ces derniers chiffres méritent d'être rapprochés du jugement de Taine qui écrit au début des années 1890, opposant une France qui s'éloigne de la religion et une catholicité française qui se regroupe autour de ses prêtres : « *l'ascendant de la foi catholique a diminué dans le groupe large et grandi dans le groupe restreint... [De toutes les pratiques de dévotion] l'ouvrier s'est dispensé et le paysan aujourd'hui se dispense. En quantité de villages, la grand'messe du dimanche n'a plus pour auditeurs que des femmes.* »²⁷

2.2. Une science pour comprendre le monde, des techniques pour le transformer

La sécularisation des conceptions du monde est, comme aux étapes précédentes de l'histoire du XIXe siècle européen, à mettre en relation avec le développement scientifique et technique lui-même, qui prend des allures de victoire totale de la démarche scientifique sur l'obscurantisme religieux. Les sciences de la matière, alors même qu'elles s'engagent dans une révolution conceptuelle à partir de la fin des années 1890 (on ne mentionnera ici que les noms de Rutherford, Kelvin, Pierre et Marie Curie, Bohr, Einstein et Planck), font désormais la preuve aux yeux d'un grand public de la puissante validité de leur démarche rationnelle et critique. Leurs applications, de plus en plus présentes dans la vie sociale du plus grand nombre, relèguent rapidement dans un passé révolu, et presque incompréhensible, les efforts séculaires des Eglises pour plier au respect de la lettre d'un livre sacré la libre recherche dans le domaine physique. Les derniers interdits bibliques, au nom desquels avaient été menés contre la biologie évolutionniste et la paléontologie ces combats d'arrière-garde mentionnés plus haut, ne conservent plus quelque crédibilité que dans des milieux fermés, écartés du courant scientifique réel. La génétique – le nom naît vers 1900 – se permet même, ultime impertinence, d'exhumer les travaux du moine Gregori Mendel (1822-1884), contraint par son ordre religieux à renoncer à la publication de ses travaux de son vivant, pour y découvrir, une vingtaine d'années après la mort de son auteur, la théorie fondatrice de cette nouvelle science. Histoire et sciences humaines (sociologie, anthropologie, psychanalyse...) connaissent le temps des travaux fondateurs. Poursuivant et amplifiant un mouvement qu'on a vu s'engager précédemment, la démarche scientifique prend, avec notamment Max Weber et Emile Durkheim, la foi religieuse elle-même pour objet de recherche, indépendamment de toute croyance sur la vérité de tel ou tel dogme religieux ; histoire et sociologie comparée des religions deviennent parallèlement des disciplines d'enseignement universitaire. Même si les scientifiques ne vivent pas nécessairement cette situation pour ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire le fruit de la victoire, et d'une victoire enfin totale, au terme du long combat mené pour libérer le savoir scientifique de la tutelle des théologiens chrétiens, il reste que dans les faits la science apparaît désormais, plus qu'à aucune époque antérieure de l'histoire humaine sans doute, comme capable de comprendre le monde grâce aux outils qu'elle s'est donnés.

²⁵ Plus de 90 % de pascalisans à Quimper, Saint-Brieux et Rennes (G. CHOLVY, *op. cit.*, p. 89). La comparaison, pour être pleinement significative, doit distinguer l'assistance aux offices ordinaires et à la messe pascale.

²⁶ On compte 1518 ordinations de prêtres catholiques en France en 1904, 825 en 1913 (B. BETHOUARD, *op. cit.*, p. 139). Les ordinations de pasteurs réformés baissent elles aussi de moitié après la Séparation (*ibid.*).

²⁷ H. TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine*, 1894, p. 143 et 147. A l'objection selon laquelle il faudrait décrire l'évolution religieuse de la société française au XIXe siècle comme un mouvement de rechristianisation à partir du point le plus bas qu'est la Révolution, Taine oppose par anticipation l'observation suivante : « *A Paris, au plus fort de la Révolution, tout le menu peuple était encore religieux, à genoux dans les rues, quand passait le viatique. Aujourd'hui, parmi les ouvriers, boutiquiers et petits employés de Paris, rien de plus impopulaire que l'Eglise catholique* » (*ibid.*).

La célèbre phrase de Marcellin Berthelot, « *le monde est désormais sans mystères* » (1885) ne signifie pas que la science (au singulier) a tout expliqué, mais qu'elle est en mesure d'affirmer que ce qui est aujourd'hui inconnu n'est pas par nature inaccessible à la raison : l'explication de ce qui est encore mystérieux par le recours au surnaturel a perdu toute légitimité.

La puissance de la science, et le prestige nouveau dont elle jouit désormais aux yeux de larges secteurs de l'opinion européenne, réside aussi, et peut-être avant tout, dans sa capacité à rendre le monde non seulement connaissable par quelques-uns, mais encore agréable à vivre pour tous. Il paraît désormais possible de venir à bout des fléaux éternels de l'espèce humaine, du moins de ceux que lui infligent une nature hostile, les maladies – les progrès spectaculaires de la vaccination et de l'asepsie sont là pour le confirmer – ou encore les famines. Les progrès d'une technique fondée sur les applications industrielles des grandes découvertes scientifiques des décennies précédentes sont eux aussi tels qu'on peut envisager comme proche le moment où la grande masse des hommes, dans les pays industrialisés tout au moins, cesserait de ployer sous le fardeau du travail quotidien pour accéder à son tour au plus grand privilège dont puissent jouir les privilégiés, le temps de loisir. L'optimisme scientifique de ce temps, ultérieurement dénigré sous l'appellation de scientisme, est d'abord le fruit de cette conviction que la science, mise au service des finalités communes de l'humanité, peut être en mesure de briser l'antique malédiction prononcée par le discours religieux chrétien, et contribuer de façon décisive à faire le bonheur des hommes *en ce monde*.

Il est aisé aujourd'hui de voir la limite de cet optimisme scientifique, qui prend si peu en considération les structures de pouvoir et leur logique, et qui fait, non sans candeur, du bien-être des gouvernés la finalité suprême de l'action des gouvernants. Il est aisé aussi d'y repérer la marque d'une sorte d'idéologie professionnelle de légitimation, destinée d'abord à ceux dont la science, à un titre ou à un autre, est le métier, et qui se posent ainsi – non sans quelque imitation de l'ancienne théologie – en nouveaux guides de l'humanité sur le chemin du progrès en ce monde. Quoi qu'il en soit, l'idée que cet immense pouvoir mis à la disposition des hommes pût servir en définitive non à l'amélioration de leur vie collective, mais à la perpétuation des violences sociales et des plus flagrantes injustices, à la main-mise brutale des classes dominantes de quelques pays occidentaux sur l'ensemble de la planète, et en définitive au déchaînement de barbarie de la guerre mondiale, cette idée – même si elle n'était sans doute pas entièrement inconnue – reste alors marginale, presque inaudible, en tout cas *inactuelle*. Le courant dominant reste – et restera jusqu'en juillet 1914, malgré les signes avant-coureurs qui s'accumulent, et les avertissements des esprits les plus clairvoyants – celui d'un optimisme fondamental à la fois dans le pouvoir objectif de la science et dans la capacité des hommes de science à aider l'humanité à s'avancer vers un avenir meilleur *en ce monde*.

2.3. La demande d'instruction en Europe : une demande laïcisatrice

On a souvent souligné le fait que les progrès techniques de la seconde moitié du XIXe siècle, en élevant, dans un certain nombre de branches d'industrie, la qualification minimale requise, a donné une puissante impulsion à la demande des employeurs en faveur d'une instruction plus étendue pour le peuple. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette demande, ou cette aspiration, est aussi, et peut-être avant tout, une demande d'origine populaire. Le lien de cette dernière avec les triomphes de la science est explicité en ces termes par E. Hobsbawm, dans le chapitre de *l'Ere des Empires* déjà cité :

Pour l'écrasante majorité des gens instruits, et plus encore pour ceux dont l'accès à la culture était récent, les anciennes vérités étaient triomphalement réaffirmées par des hommes et des femmes qui estimaient que « le progrès » n'avait pas encore épuisé toutes ses promesses ; sur le plan intellectuel, la principale caractéristique des années 1875-1914 fut l'extraordinaire essor de l'éducation populaire répondant à une soif toujours plus grande de savoir, et l'apparition d'un vaste

public de lecteurs. En fait, l'épanouissement individuel grâce à l'instruction constituait l'une des principales missions du nouveau mouvement ouvrier et l'une de ses plus puissantes forces d'attraction²⁸.

La réponse à ces attentes passe par la modernisation résolue des structures éducatives, c'est-à-dire par la réalisation du programme scolaire élaboré dans les décennies précédentes dans la lutte contre l'école confessionnelle. L'accès de tous aux savoirs de base ; l'adoption de méthodes éducatives fondées sur les capacités actives, créatrices et critiques de l'enfant – objet de recherche des psychologues de l'enfance et des pédagogues de l'éducation nouvelle, Ovide Decroly, Edouard Claparède, Adolphe Ferrière, en contexte francophone, l'Allemand Paul Natorp, ou encore l'Américain John Dewey ; le développement polyvalent, ou « intégral », des facultés intellectuelles, artistiques et physiques de l'enfant ; le rééquilibrage des disciplines en faveur des sciences, notamment des sciences de la nature, de l'histoire profane ; l'accès des filles aux degrés d'enseignement jusque-là réservés aux garçons : ces points clés des programmes de réforme scolaire des périodes antérieures cessent d'être seulement objet d'expérience d'établissements en marge pour se poser comme des objectifs immédiats de réforme, qui reçoivent même ici ou là un commencement de réalisation. Sans être nécessairement anticlérical dans sa formulation – mais il l'est parfois, notamment dans le mouvement pour l'*Escuela moderna* du Catalan Francisco Ferrer, qui prend à partir du début du XXe siècle une dimension internationale – ce vaste courant de rénovation pédagogique se dirige nécessairement contre tout ce qui subsiste, dans les structures éducatives, de l'ancien pouvoir de l'Eglise sur l'Ecole. Même quand des parents d'élèves – des « pères de famille » – sous l'influence des clergés demandent le maintien d'un enseignement religieux à l'école publique, il est désormais entendu que les finalités de celui-ci doivent rester d'abord des finalités profanes ; les écoles confessionnelles elles-mêmes, là où elles existent de façon importante (Grande-Bretagne, France, Italie), doivent rapidement apparaître, sous peine d'être vaincues par la concurrence des écoles publiques, comme capables elles aussi d'intégrer ces nouvelles dimensions de la vie éducative.

Quelle place le « triomphe de la science », d'une part, la demande d'instruction moderne, de l'autre, laissent-ils à l'enseignement religieux à l'école publique ? Même s'il n'est pas nécessairement perçu, hors de France, comme un corps étranger dans les programmes scolaires (mais cette perception existe aussi, on y reviendra), toute l'évolution qu'on vient d'évoquer rapidement ne peut que le fragiliser. Au nom de quoi la séparation du savoir profane et du savoir religieux, désormais pleinement réalisé dans le monde de la science, ne concernerait-elle pas le monde de l'enfance et de l'adolescence ? La remise en cause de l'enseignement religieux, là où il s'est maintenu sous une forme ou une autre après les réformes des années 1870, découle de toute l'évolution idéologique et culturelle qu'on vient de brosser à grands traits. La lutte pour la laïcisation des écoles publiques, plus encore que dans les périodes précédentes, se nourrit de ces développements ; on peut comprendre ainsi combien, loin de se limiter à la France, elle se présente d'emblée comme une lutte de dimension européenne.

3. LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RELIGION DE LA PATRIE

Mais on ne peut considérer l'évolution de l'Europe à l'époque ici examinée comme tendant de façon univoque à affaiblir les Eglises et à dévaloriser leur doctrine « classique ». D'autres processus historiques sont à l'inverse favorables au maintien de liens forts entre Eglises et Etat, ou entre Eglises et classes dominantes. Le premier, qu'on ne peut ici que signaler brièvement, tient à la montée en puissance du socialisme organisé. On a vu que toute l'évolution politique du XIXe siècle avait conduit une fraction laïcisatrice des classes dominantes à mettre en cause la capacité des Eglises à assurer efficacement le rôle de pacificateur social qu'elles prétendaient remplir. Mais à mesure que les partis

²⁸ E. HOBSBAWM, *op. cit.*, p. 339